

Auteur, titre et références du texte :

A. Angot, « De la recherche des voies anciennes d'après l'examen des délimitations paroissiales », Mamers, G. Fleury et A. Danguin, 1894 (extrait de la *Revue historique et archéologique du Maine*, 1894, n° 114).

Mis en ligne par :

Archives départementales de la Mayenne
6 place des Archives — 53000 LAVAL, France
archives@cg53.fr

Date de première mise en ligne : 26 avril 2007.

Référence : FR-AD53-BN-0059

Texte relu par :

Joël Surcouf

d'après un exemplaire conservé aux
Archives départementales de la Mayenne
(cote : Mf 920).

D'autres textes sont disponibles

sur le site des Archives de la Mayenne :
<http://www.lamayenne.fr/?SectionId=418>

DE LA RECHERCHE DES VOIES ANCIENNES D'APRÈS L'EXAMEN DES DÉLIMITATIONS PAROISSIALES

La plupart des institutions qui ont régi une contrée et qui ont été la vie d'un peuple, n'ont, après une série de siècles un peu longue, laissé que des traces méconnaissables dans les mœurs ou sur le sol. Par exception, l'organisation des paroisses, au moins en ce qui concerne leur délimitation territoriale, s'est conservée ce qu'elle était à l'origine. La Révolution qui avait la prétention de tout renouveler, qui ne reconnaissait pas d'obstacle et qui ne reculait pas devant l'absurde, a rencontré là une impossibilité matérielle et morale dont elle ne semble pas avoir songé à s'affranchir. Elle a supprimé quelques paroisses, mais ces modifications imperceptibles ne changent rien à la configuration de la carte diocésaine des plus hautes époques.

A quelle date faut-il donc faire remonter la création des paroisses ? Au point de vue de la question présente je n'ai pas besoin de pousser cette étude jusqu'à une précision rigoureuse, je me borne à constater un fait indéniable, c'est que toutes les paroisses, à parler moralement, étaient érigées avant le XI^e siècle, et que dès cette époque elles avaient les limites qu'elles ont conservées jusqu'à nos jours.

S'il se fut agi de notre temps de tracer les limites des juridictions paroissiales ou communales, il est à croire que les jalons et la géométrie y auraient eu une large part. On eut fait peut-être ce qui s'est pratiqué quand, à la demande de sociétés industrielles, on a voulu dans les concessions de cantons pour l'exploitation des mines de houilles assigner à chacune son territoire, traçant des lignes droites d'un point à un autre, sans s'inquiéter beaucoup des autres moyens de délimitation.

Il n'en fut pas ainsi dans le groupement des populations chrétiennes des époques dont nous parlons. Quand on voulut assigner à chaque centre son champ d'action, on se servit plus simplement des deux genres de lignes, tracées d'avance, qui formaient en s'unissant un réseau presque complet, divisant le territoire en une série de compartiments répartis avec irrégularité et certaines anomalies même dans le détail, mais normales pourtant et

régulières dans l'ensemble.

Ces deux tracés, qu'on peut appeler naturels, étaient indiqués par les cours d'eau et par les chemins.

En effet il suffit d'un examen superficiel de la carte diocésaine pour reconnaître que les rivières et les ruisseaux, dont chez nous les ramifications sont distribuées de façon à se répandre dans les moindres divisions du territoire, forment plus de la moitié des limites paroissiales. Si l'on se sert ensuite d'une bonne carte pour voir la part des chemins dans le complément des mailles du réseau, on ne leur accordera pas moins d'un quart de l'ensemble. Il ne reste donc pas plus d'un quart de lignes arbitraires pour que tous les raccords soient faits et que la délimitation des paroisses soit complète.

Que tel ait été le procédé en usage, que les chemins et les cours d'eau aient été les deux éléments dont on s'est servi pour fixer les limites des paroisses voisines, nous en avons un exemple remarquable qui vient confirmer surabondamment ce que nous apprend l'inspection du territoire. En l'année 1099, le couvent de la Roë était construit, Godefroy de Mayenne, évêque d'Angers, y vint pour consacrer l'église, et il s'y fit une assemblée aussi magnifique que nombreuse du clergé, de la noblesse de toute la contrée et d'un peuple immense attiré par la curiosité et par l'espoir de profiter des indulgences que l'évêque accorde dans ces cérémonies.

Or, avant que l'on procédât à la bénédiction du cimetière, le prélat demanda au seigneur de Craon s'il n'y avait pas autour du monastère des habitants qui consentissent librement à devenir les paroissiens de la nouvelle église. Bernard l'Allobroge, après avoir pris conseil de ses fils et de divers personnages, assigna comme territoire de la paroisse à créer celui qui était habité dans sa forêt *entre la voie¹ appelée Grolet et le cours de l'Usure*. Toute l'assemblée applaudit unanimement à cette décision qui fut sanctionnée officiellement par l'évêque. Et ainsi fut constituée la paroisse de la Roë autour d'une abbaye bientôt célèbre.

Sans doute cet exemple est d'une date postérieure à la création de la presque totalité des communautés chrétiennes qui sous le nom de paroisses groupèrent, civilement comme religieusement, les populations dans la suite des siècles. Nous sommes là en présence d'une distraction de territoire sur des paroisses déjà subsistantes ; mais quelques cent ans plutôt les choses se passèrent à peu près de la même façon par le concours et l'accord des deux pouvoirs.

De ce fait que les chemins entrent pour une part notable dans l'ensemble des lignes de séparation entre les paroisses limitrophes, l'archéologie peut déduire plusieurs conséquences dont je ne veux signaler qu'une seule, la plus évidente : c'est que les chemins qui font cette fonction sur un parcours appréciable sont antérieurs à l'érection des paroisses qu'ils bornent, c'est-à-dire antérieurs au XI^e siècle. La coïncidence de leur tracé avec les limites paroissiales ne peut être le résultat d'une rencontre, fortuite, cela est bien évident ; elle ne peut pas plus être attribuée à des remaniements postérieurs, car on en trouverait trace dans les documents ; or, je crois avoir vu à peu près tous ceux où mention d'un tel fait aurait chance de se rencontrer, et je n'ai vu qu'un seul cas de rectification de limites entre deux paroisses, il est du XII^e siècle (1180). Le voici : La paroisse d'Entrammes relevait de l'abbaye d'Evron, par son prieuré de Notre-Dame d'Entrammes, celle de Bonchamp dépendait des religieuses du Ronceray, par leur prieuré d'Avénières. Entre ces deux clochers distants de plus de trois lieues, les limites de juridictions étaient indéfinies. L'évêque du Mans, Guillaume de Passavant, décida en présence des parties que la voie frayée — *via trita* — nommée la Voie de Misère — *via Penurie* — marquerait désormais la séparation des deux paroisses. C'est le seul règlement de cette nature qui me soit tombé sous les yeux. Je ne parle pas des discussions qui, à des époques beaucoup plus récentes, ont pu s'élever entre deux curés voisins pour leurs droits, comme décimateurs, sur quelques pièces de terre gagnées pour

¹ Ménage, dans son *Histoire de Sablé*, publie cette charte et écrit : *Infra Cellam que dicitur Groletum, au lieu de : Infra Callem*. Son texte du reste est absolument fautif.

la culture par le défrichement de bois ou de landes, et situés sur la lisière de leurs territoires respectifs.

De ce seul fait bien constaté qu'un chemin sur un ou plusieurs points sert de limites à deux paroisses on peut conclure qu'il mettait en communication deux centres de population plus anciens comme importance que les localités secondaires. Et pour ce qui concerne le chemin lui-même on doit dire que, dès lors qu'il porte cette marque distinctive d'être un *chemin limite*, il peut être placé dans une catégorie spéciale et ne saurait être confondu avec les voies plus importantes postérieurement mais qui ne possèdent pas le même caractère.

Ceci posé, quelle méthode employer pour rechercher dans l'ensemble d'un pays, d'une province, les chemins ainsi signalés comme présentant un intérêt archéologique ?

Evidemment le moyen le plus sûr sera de parcourir tout le territoire et de constater sur place les chemins remplissant les conditions qui viennent d'être indiquées. Mais ce procédé, qui sera très bon et nécessaire dans le détail pour vérifier l'exactitude de données plus générales, ne saurait dispenser de recherches préliminaires moins rigoureuses, mais plus pratiques. On trouvera pour ces dernières des éléments précieux et suffisants dans une étude attentive et minutieuse des cartes du Dépôt de la Guerre et du Ministère de l'Intérieur, qui ont le mérite d'une exactitude presque irréprochable et qui, pour n'être pas faites dans un but archéologique, n'en sont pas moins du plus grand secours même dans cet ordre d'investigations. Elles contiennent le tracé de toutes les limites de juridictions, même les moindres, même celles des paroisses ; et aussi celui des chemins aujourd'hui déchu d'importance et souvent presque méconnaissables.

Leur parcours difficile à suivre même sur le terrain se reconnaît et se renoue bien plus facilement, sur une carte où l'on en peut retrouver de distance en distance les tronçons séparés.

Cette méthode qui semble empirique est pourtant très rationnelle et on peut la compléter par l'inspection des plans cadastraux ou du moins de leurs tableaux d'assemblage qui retracent la plupart du temps un état territorial antérieur à la multiplication des nouvelles routes, et qui laissent mieux voir encore les chemins plus anciennement frayés. Malheureusement il est plus difficile de consulter, au moins dans leur ensemble, ces documents qui seraient si utiles et qui déjà ont le mérite de représenter une situation profondément modifiée.

Les chemins ainsi retrouvés ne seront ni de même origine, ni de même époque : c'est ce que je n'examine pas. Je me borne à affirmer que celui qui voudra bien explorer ainsi, le crayon à la main, la carte d'une région, y reconnaîtra sûrement les traces d'un ensemble de voies, formant un réseau compliqué, et dont il sera facile de déterminer la direction et l'importance relative.

A la suite de cet exposé sommaire d'un système dont l'application et l'expérience peut se faire partout, il resterait pour l'étayer des preuves palpables à rechercher en notre pays si les autres sources d'information concordent avec les données qui en découlent.

Pour cela, en trois chapitres, on pourrait *Premièrement* étudier sur une carte de la Mayenne, par exemple, le nombre et l'importance des *chemins-limites* ; or le travail le plus superficiel permettra d'y reconnaître un ensemble de lignes ayant le caractère indiqué, qui aboutissent à Jublains, la capitale incontestée des Diablintes, et en particulier on distinguera celle qu'on peut suivre de Jublains à la frontière est du département séparant, non-seulement quelques paroisses, mais les deux anciens doyennés d'Evron et de Mayenne et ayant la direction nettement accusée de Jublains à Chartres. Autour de Montsûrs, plusieurs voies sont également reconnaissables au même signe, entre autres celle qui conduit à Entrammes. La voie du Mans à Rennes a son tracé fortement accusé sur un espace de plusieurs lieues, divisant les territoires respectifs de Bazougers, Arquenay, la Bazouge-de-Chemeré ; et ce qui indique encore sa haute antiquité, c'est qu'elle passe si près de Laval en l'évitant : preuve qu'elle existait déjà avant que la capitale actuelle du Bas-Maine ait une importance réelle. Craon, Château-

Gontier, Saulges, Laval, Mayenne, se révèlent également, grâce au même mode d'investigation, comme des centres où convergent de nombreux chemins-limites.

Un relevé très minutieux m'a permis de reconnaître sur la carte de la Mayenne plus de cent cinquante tronçons de voies souvent interrompues par l'abandon ou par les envahissements de la culture, mais qu'on peut suivre la plupart du temps dans leur direction générale.

Il faudrait, *secondement*, confronter les indices fournis par cette méthode avec les résultats acquis par les recherches et les fouilles faites sur le terrain même. Et sans faire ici ce travail, ce que j'ai dit de la multiplicité des tracés reconnus sur la carte et aboutissant aux centres les plus anciens montre que l'on constaterait une concordance sinon complète du moins fréquente entre les renseignements fournis de part et d'autre.

Troisièmement enfin, les textes des chartes et des documents du Moyen-Age faisant souvent mention des *Grands Chemins* et cette qualification ayant, comme ont pu s'en convaincre tous ceux qui sont familiers avec ce genre de documents, une signification spéciale bien déterminée pour désigner non des chemins de bourg à bourg, mais d'une ville à l'autre ; il serait nécessaire aussi, pour une étude complète de la question, d'examiner quels points de contact pourraient avoir les Grands-Chemins avec ceux que les cartes nous montreront servir à des délimitations paroissiales. Ce dernier travail de comparaison je l'ai fait pour un grand nombre de cas et, presque toujours, j'ai retrouvé sur les plans et cartes les chemins indiqués par les textes anciens avec le caractère de chemins-limites.

Ne voulant donner aujourd'hui qu'un aperçu de la question indiquée dans ces pages, je borne là cette étude qui peut avoir une utilité générale au point de vue de l'archéologie et de l'histoire et dont l'idée première, je le reconnais avec plaisir, m'a été suggérée par la lecture du *Dictionnaire de Maine-et-Loire* de M. Port. Je réserve pour une autre circonstance l'exposé détaillé des faits particuliers qui me semblent confirmer cette thèse.